



Service Public
Fédéral
FINANCES

DOCUMENTATION
PATRIMONIALE



SPF Finances
Exp. : Avenue du Prince de Liège 133 - 5100 Namur



Signé par
LIEVE
TIMMERMANS
le 15-04-2024

2024-0802

Madame, Monsieur,

Ci-joint, vous trouverez un document qui vous est destiné.
Vous pourrez également le consulter dans **Myminfin**, sous « Mes documents ».

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, nos salutations distinguées.

Le SPF Finances



Gérez votre dossier sur
MYMINFIN.BE

Retrouvez des informations sur
FIN.BELGIUM.BE



Une question ? Appelez-nous
02 572 57 57
Code direct : **0042325304**



Prenez rendez-vous
dans un de nos Infocenters
fin.belgium.be > contact > infocenters
02 572 57 57





Service Public
Fédéral
FINANCES

DOCUMENTATION
PATRIMONIALE

Bureau Sécurité Juridique Bruxelles 2
Exp. : Avenue Prince de Liège 133 B 412, 5100 JAMBES

Votre courrier du
29/02/2024

Votre référence :

Notre référence :
2024/ 0802

Annexe(s) :
0

Bruxelles, le 11/04/2024

TITRE DE PROPRIETE

La soussignée, Marie Haubrechts, Bureau Sécurité Juridique Bruxelles 2 (compétent pour les communes d'ANDERLECHT, FOREST, SAINT-GILLES, UCCLE et WATERMAEL-BOITSFORT), certifie qu'au vu des documents dont elle dispose à ce jour, que le bien suivant :

Nature	GARAGE – pour 02a 08ca
Division cadastrale	Watermael-Boitsfort – 2 ^e
Situation	Rue des Trois Tilleuls 8
N° parcelle	Section E n°258/W/2/P0000
Nature	MAISON – pour 02a 69ca
Division cadastrale	Watermael-Boitsfort – 2 ^e
Situation	Rue des Trois Tilleuls 10
N° parcelle	Section E n°258/T/2/P0000

Appartient à :

Titre :



Bureau Sécurité Juridique Bruxelles 2
Avenue Prince de Liège 133 B 412, 5100 JAMBES
• Tél. : +32 (0)257 257 57
• E-mail : rzs.j.bureau.bruxelles2@minfin.fed.be



Consultez votre dossier en ligne sur
www.myminf.be



Marie Haubrechts
Expert Financier
Pour le Bureau Sécurité Juridique Bruxelles 2

Coût: 20,00 € payés par virement sous la référence: 2024/ 0802

Les renseignements vous sont délivrés sur base des actes, déclarations, attestations et documents tels qu'ils sont connus et repris à ce jour dans les fichiers de l'Administration. La responsabilité du comptable de l'Etat ne peut être engagée si ces renseignements tels qu'ils sont connus ont été fidèlement reproduits.